



Washington Wall Street Watch

N°2026- 17 - Le 30 Avril 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- La croissance du premier trimestre de 2026 accélère sous l'effet des investissements technologiques et du contre-coup du *shutdown*
- Les prix au sens de l'indice PCE progressent nettement au mois de mars en lien avec le conflit en Iran

Politiques macroéconomiques

- La Fed maintient ses taux dans un contexte d'inflation en hausse tandis que la transition à la présidence se débloque
- Le Congrès met fin au *shutdown* du DHS, sauf pour les agences en charge de l'immigration et des frontières

Services financiers

- La CFTC intensifie son offensive judiciaire pour affirmer sa compétence exclusive sur les marchés prédictifs

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

La croissance du premier trimestre de 2026 accélère sous l'effet des investissements technologiques et du contre-coup du *shutdown*

Selon la [première estimation](#) du *Bureau of Economic Analysis* (BEA), publiée le 30 avril, la croissance du PIB en volume s'établit à +0,5 % au premier trimestre de 2026, après +0,1 % au quatrième trimestre de 2025. En rythme annualisé, la croissance est de +2,0 %, après +0,5 % au quatrième

trimestre de 2025. Cette première estimation est en-deçà des attentes des marchés (consensus *Bloomberg* à +2,3 % en rythme annualisé).

Plusieurs facteurs participent à l'accélération de la croissance au premier trimestre. L'investissement privé porte la croissance du PIB (contribution de +0,3 pt après +0,1 pt au T4 2025) notamment sous l'effet des investissements très dynamiques dans le secteur technologique dont ceux

relatifs à l'intelligence artificielle (+0,2 pt de contribution pour les investissements en équipements de traitement de l'information et +0,1 pt pour ceux en logiciels) même si l'investissement dans le secteur résidentiel (-0,1 pt) et dans la construction des entreprises (-0,0 pt) continuent de reculer. En particulier, en croissance trimestrielle, les investissements en équipements progressent de +4,0 % (après +1,1 %) et ceux en propriété intellectuelle de +3,1 % (après +1,3 %). Le contre-coup du *shutdown* budgétaire du quatrième trimestre 2025, d'une durée de 43 jours et ayant pris fin sous sa forme complète le 12 novembre 2025, conduit à une contribution de nouveau positive à la croissance issue de la consommation et de l'investissement publics (+0,2 point après -0,2 pt). La consommation privée reste dynamique au premier trimestre (+0,3 pt après +0,3 pt) en dépit de la hausse des prix de l'énergie en mars. Enfin, la variation des stocks contribue aussi légèrement à la croissance (+0,1 pt après +0,0 pt).

À l'inverse, les exportations nettes des importations contribuent négativement à la croissance (-0,3 pt après -0,1 pt). En effet, les importations ont progressé nettement ce trimestre (+5,0 % en croissance trimestrielle après -0,2 % au T4 2025), ce qui reflète vraisemblablement la forte demande pour les équipements informatiques, tandis que les exportations

ont progressé à un rythme plus faible (+3,1 % après -0,8 %).

Les prix au sens de l'indice PCE progressent nettement au mois de mars en lien avec le conflit en Iran

Selon les [estimations](#) du *Bureau of Economic Analysis* (BEA) publiées le 30 avril 2026, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelles (Personal Consumption Expenditures – PCE) a augmenté de +0,7% (après +0,4 % en février) et sa composante sous-jacente atteint +0,3 % (après +0,4 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +3,5 % (après +2,8 %) et sa composante sous-jacente atteint +3,2 % (après +3,0 %), correspondant aux attentes des marchés.

En mars, les prix des biens et services liés à l'énergie ont augmenté de +11,6 % (après +0,8 %), en conséquence du conflit en Iran. Les prix de l'alimentation ont diminué (-0,1 % après +0,3 %). Sur 12 mois glissants, les prix de l'énergie ont augmenté de +14,4% (après -0,2 %) et les prix de l'alimentation ont atteint +1,7 % (après +2,3 %).

Sur le mois de mars, les prix des biens ont augmenté de +1,4 % (après +0,7 % en février) et les prix des services ont augmenté de +0,3 % (après +0,2 %). En glissement annuel, les biens ont atteint +3,8 % (après +1,8 %). L'inflation des services s'établit à +3,4 % (après +3,3 %).

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La Fed maintient ses taux dans un contexte d'inflation en hausse tandis que la transition à la présidence se débloque

À l'issue de la réunion du Federal Open Market Committee (FOMC) des 28 et 29 avril, la Fed a [décidé](#) de maintenir la fourchette cible des Fed funds à [3,50 %-3,75 %].

Selon la Fed, l'économie américaine continue d'afficher une résilience notable dans un contexte d'incertitudes géopolitiques accrues. L'impact de ces dernières sur l'activité n'est pas encore tangible contrairement à celui sur l'inflation. L'activité demeure dynamique, portée par la consommation des ménages et la poursuite de l'investissement des entreprises, notamment dans les centres de données. Le marché du travail apparaît en

voie de stabilisation, avec un taux de chômage peu fluctuant. En revanche, l'inflation connaît un rebond, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie liée aux tensions au Moyen-Orient. La Fed souligne un risque haussier à court terme bien qu'elle constate que les anticipations d'inflation restent stables à moyen terme.

Dans ce contexte, le maintien des taux directeurs traduit une stratégie d'attentisme (« *wait and see* »), que Jerome Powell juge compatible avec l'orientation monétaire actuelle qui serait neutre ou légèrement restrictive. Cette décision s'est accompagnée de quatre votes dissidents. Si le gouverneur Stephen Miran s'est prononcé en faveur d'une baisse de 25 points de base, trois présidents de Fed régionales - B. Hammack (Cleveland), N. Kashkari (Minneapolis) et L. Logan (Dallas) - ont, à l'inverse, exprimé leur opposition à une communication suggérant de futures baisses de taux, plaidant pour une posture plus symétrique suggérant aussi bien une hausse qu'une baisse.

Les développements institutionnels en cours ont occupé une place importante de la [conférence de presse](#). Le *Department of Justice* a annoncé mettre fin aux procédures à l'encontre de J. Powell tandis que l'Inspecteur Général de la Fed a été saisi pour examiner les dépassements de coûts de rénovation de la Fed. En conséquence, le sénateur T. Tillis a levé son blocage en commission bancaire du Sénat, ce qui a permis à Kevin Warsh d'obtenir un avis favorable pour sa nomination en tant que prochain Président de la Fed, ouvrant la voie à une prise de fonction d'ici le 15 mai. Toutefois, la possibilité d'une réouverture de l'enquête entretient une

incertitude persistante. Dans ce contexte, J. Powell a annoncé en conférence de presse son intention de demeurer gouverneur après l'expiration de son mandat de président tant qu'il le considérerait approprié, invoquant des préoccupations relatives à l'indépendance de la Fed dans un contexte de pressions juridiques inédites. Tout en saluant son successeur, Powell a indiqué qu'il adopterait, en tant que gouverneur, une position en retrait afin de ne pas interférer avec la future présidence.

Le Congrès met fin au *shutdown* du DHS, sauf pour les agences en charge de l'immigration et des frontières

Le 30 avril 2026, la Chambre des représentants a adopté un projet de loi bipartisan, déjà approuvé au Sénat, rétablissant le financement de la plupart des agences du *Department of Homeland Security* (DHS) après 76 jours de *shutdown*. Ce compromis met fin à la paralysie budgétaire sans résoudre le désaccord de fond sur la politique migratoire de l'administration Trump. Il repose sur une séparation des financements : les agences non liées à l'immigration sont financées par ce texte bipartisan, tandis que l'ICE et la *Customs and Border Protection* (CBP) feront l'objet d'une procédure distincte.

En parallèle, Les Républicains cherchent à mettre en place un projet de loi de réconciliation budgétaire, pour financer l'ICE et la CBP, leur permettant de contourner le *filibuster* au Sénat et d'adopter la mesure à la majorité simple sans soutien démocrate.

SERVICES FINANCIERS

La CFTC intensifie son offensive judiciaire pour affirmer sa compétence exclusive sur les marchés prédictifs

Depuis début avril 2026, la CFTC a engagé une série de poursuites judiciaires contre plusieurs États fédérés cherchant à soumettre les plateformes de marchés

prédictifs à leur propre cadre réglementaire sur les jeux d'argent. Ces marchés, qui permettent aux utilisateurs de parier sur la réalisation d'événements futurs - résultats électoraux, événements sportifs, développements géopolitiques - via des contrats à terme sur événements (*event contracts*), sont revendiqués par la CFTC comme relevant de sa compétence exclusive en vertu du *Commodity Exchange Act*, qui lui confère la supervision des marchés de dérivés américains. Les États fédérés contestent cette position, estimant que ces plateformes sont assimilables à des opérateurs de paris sportifs soumis à leur juridiction.

Le 24 avril, elle a étendu son offensive à l'État de New York, dont la procureure générale avait le 21 avril attaqué les plateformes Coinbase Financial Markets et Gemini Titan pour violation des lois étatiques sur les jeux d'argent, leur reprochant notamment d'avoir ouvert leurs services à des personnes n'atteignant pas l'âge minimum de 21 ans prévu par la législation de l'État sur les paris sportifs en ligne. Le 28 avril, la CFTC a aussi engagé une action judiciaire contre le Wisconsin, dont le procureur général avait quelques jours

auparavant poursuivi cinq plateformes - Kalshi, Robinhood, Coinbase, Polymarket et Crypto.com - pour exploitation illégale de paris sportifs. La CFTC avait déjà engagé des poursuites similaires contre l'Arizona, le Connecticut et l'Illinois.

En marge de ce contentieux, une affaire de délit d'initié a mis en lumière les risques d'abus inhérents à ces marchés. Le 23 avril, le département de justice américain a inculpé Gannon Ken Van Dyke, sous-officier des forces spéciales ayant participé à l'opération de capture de l'ancien président vénézuélien Nicolas Maduro, pour fraude sur instruments financiers. Il lui est reproché d'avoir utilisé des informations classifiées sur l'opération pour réaliser des paris sur Polymarket fin décembre 2025, investissant environ 33 000 dollars pour un profit de 409 000 dollars.

Afin de prévenir ce type de conflit d'intérêts et l'usage d'informations privilégiées, le Sénat a adopté le 30 avril à l'unanimité une règle interdisant aux sénateurs et à leurs équipes de parier sur les marchés prédictifs.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 et le Nasdaq Composite ont nettement progressé, respectivement de +1,42 % à 7 209 points, et +1,86 % à 24 892 points. Les gains enregistrés en fin de semaine dernière, alors que les négociations irano-américaines semblaient progresser après l'envoi d'une nouvelle délégation à Islamabad, n'ont pas été effacées par les déconvenues de la semaine. Les cours ont été portés par des publications solides des grandes valeurs technologiques (Alphabet notamment), confirmant le rôle moteur du secteur dans la dynamique récente. Cette performance a été tempérée par une

hausse des prix du pétrole liée aux tensions au Moyen-Orient, alimentant des craintes inflationnistes et pesant ponctuellement sur les indices.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) augmentent sur la semaine, avec une hausse de +2 points de base à 3,87 %, pour les bons à 2 ans, et une augmentation de +5 pb pour les bons à 10 ans à 4,38 %. Les anticipations de politique monétaire ont évolué, les marchés abandonnant quasiment leurs anticipations d'une baisse de taux cette année et intégrant la probabilité d'une hausse en 2027.

BREVE

- Le moral des consommateurs américains a fortement chuté en avril selon le *US Consumer Confidence Index* de [l'Université du Michigan](#), à 49,8 après 53,3 en mars, soit le niveau plus bas jamais enregistré par l'indice compilé depuis 1978, en raison des inquiétudes liées aux conséquences économiques de la guerre en Iran, notamment la hausse des prix de l'énergie. Les anticipations d'inflation ont nettement augmenté, avec des prix attendus en hausse de 4,7 % sur un an et 3,5 % à plus long terme.
- Le 23 avril 2026, le Nasdaq a annoncé que la Securities Exchange Commission (SEC), l'autorité des marchés financiers, avait approuvé son projet de négociation étendue à 23 heures par jour, cinq jours par semaine (23/5), avec un lancement prévu le 6 décembre 2026. Les actions sont actuellement négociables entre 9h30 et 16h, environ 2 % des volumes s'échangeant en dehors des heures de négociation actuelles.
- Le 28 avril 2026, le président Trump a soumis au Sénat la nomination de Hunter McMaster au poste d'adjoint au secrétaire du Trésor chargé des marchés financiers (*assistant secretary for financial markets*), fonction qu'il occupe par intérim depuis l'été 2025. McMaster avait rejoint l'administration Trump en janvier 2025 comme directeur de la planification des politiques au Trésor, après avoir travaillé au sein du fonds d'investissement Key Square Group fondé par le Secrétaire au Trésor Scott Bessent.
- Lors d'une récente intervention, le directeur du *Congressional Budget Office*, le Dr Phillip Swagel, a indiqué que les ajustements de la politique commerciale américaine consécutifs à l'arrêt de la Cour suprême de février 2026 pourraient peser lourdement sur les finances publiques. Selon ses estimations - qu'il invite à considérer avec prudence - l'érosion des recettes budgétaires pourraient atteindre près de 2 000 Md\$ sur dix ans. Les nouveaux droits de douane instaurés par l'administration ne permettraient de recouvrer qu'entre 800 et 900 Md\$, laissant un solde net négatif de l'ordre de 1 100 Md\$ venir creuser le déficit fédéral sur la période.
- Le 30 avril, le Consumer Financial Protection Bureau (CFPB) a finalisé une réforme assouplissant l'obligation de collecte de données démographiques sur les emprunteurs de petites entreprises, dont un durcissement avait été proposé sous l'administration Biden pour mieux détecter d'éventuelles discriminations. Le texte modifie les critères d'assujettissement : le plafond définissant les petites entreprises est maintenu à 1 M USD (contre 5 M USD dans la précédente proposition), et le seuil d'activité déclenchant l'obligation de reporting - initialement fixé à 100 prêts annuels à des PME - est relevé à 1000, réduisant ainsi le nombre d'institutions bancaires concernées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Laurie Bergia, Galina Natchev, Lou Dhiver.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr